

## Campagne budgétaire 2012 sous le signe de la rigueur !

La première circulaire budgétaire et tarifaire pour l'année 2012, à l'attention des établissements de santé, vient d'être publiée.

Elle indique d'emblée que la « *construction de la campagne 2012 s'inscrit dans le respect de l'ONDAM voté* ».

Les tarifs augmenteront de 0,19% avant application de la convergence tarifaire. Mais dans les faits, après convergence, la baisse des tarifs sera de l'ordre de 0,22%.

FO entend mettre l'accent sur de nouvelles mesures d'économies imposées aux établissements à hauteur de **450 millions**. Elles se décomposent de la manière suivante :

- 150 millions dans le cadre de l'amélioration de la performance hospitalière ;
- 145 millions sur la rationalisation des achats ;
- 100 millions sur la convergence pour le secteur public ;
- 30 millions sur les listes des médicaments et dispositifs médicaux financés en sus des prestations d'hospitalisation ;
- 25 millions dans le cadre de la lutte contre la fraude.

Par ailleurs, le gouvernement a décidé de mettre **415 millions d'euros de crédits en réserve au début de la campagne tarifaire.**

Ces crédits « *pourront éventuellement être délégués, sous réserve du respect de l'ONDAM, en fin de campagne* » précise la circulaire.

Force Ouvrière tient à rappeler son opposition à l'Objectif des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) qui a été arrêté. Cette véritable enveloppe fermée et limitative, asphyxie les établissements hospitaliers.

La Fédération Hospitalière de France (FHF) n'a pas tardé à s'en saisir pour indiquer que dans ces conditions les mesures de titularisation de contractuels, suite à la parution de la loi du 12 mars 2012, étant non financées, ces titularisations ne pourront être mises en œuvre par les hôpitaux qu'au prix de nouvelles mesures de rigueur. La FHF estime le « coût » de l'impact de cette loi à 412 millions, ce qui correspond à une nouvelle suppression de 9000 postes.

Pour FO, il n'est pas acceptable d'opposer les emplois aux salaires ou au Statut.

En conséquence, FO exige le respect du Statut, la titularisation des contractuels, et s'opposera à toute suppression de postes.

Avec FO, les personnels hospitaliers rejettent la dictature de la dette. C'est pourquoi, FO exige le dégel des crédits mis en réserve et l'abandon des mesures d'économies imposées aux hôpitaux.

Le secrétariat fédéral.

Paris, le 29 mars 2012.